

SOMMAIRE

Page 1

Le puzzle caennais.
Une gouvernance modeste.

Page 2

Le permis Siemens-Gamesa
H. Morin soutient G. Lefrand.

Page 3

Le renouveau des CA.
Et si Joaquim Pueyo revenait ?

Page 4

Le parc du Tréport.
Le ticket Morin/Lévy.

Une gouvernance modeste.

La force de Joël Bruneau, c'est aussi son style. *"Il est simple, direct, et compétent ; avec lui, pas de langue de bois"*. C'est ce que disent beaucoup de visiteurs, sensibles à *"sa gouvernance modeste"*.

- Il s'efforce aussi de garder de bonnes relations avec tous ses partenaires : le préfet Laurent Fiscus, Jean-Léonce Dupont, Hervé Morin *"on n'est pas d'accord sur tout, mais on doit travailler ensemble"*.
- Par ailleurs, depuis qu'il a pris la présidence du pôle métropolitain "Caen Normandie Métropole", il échange régulièrement avec ses homologues des autres collectivités et s'affirme ce faisant comme l' élu référent de l'ex-Basse-Normandie. Mais il le fait modestement.

Le budget 2019 de Caen-la-Mer.

Le budget primitif de la communauté urbaine de Caen-la-Mer pour 2019 s'élève à 297 M€, dont 200 de fonctionnement et 97 d'investissement.

- La construction du MOHO (25 M€, dont 18 à la charge de la communauté urbaine) est l'un des grands projets financés.

Mon commentaire : les moyens de l'agglomération n'ont rien à voir avec ceux de la Métropole rouennaise dont le seul budget d'investissement est de 280 M€ en 2019.

Le puzzle caennais...

• Les pièces se mettent en place.

À Caen, Joël Bruneau continue de mettre en place les pièces de son prochain puzzle municipal. À la ville comme à l'agglomération, les choses s'emboîtent plutôt bien. Il agit patiemment, méthodiquement, de façon progressive et, à un an des municipales, le paysage qu'il est en train de composer a des couleurs très positives.

- Politiquement, son chemin est dégagé. À gauche comme à droite, il n'a pas d'opposition structurée, pas d'adversaires à sa mesure. À Caen, son image n'est pas celle d'un "LR", mais d'un élu de terrain, pragmatique et efficace, gestionnaire "de bon sens", éloigné des guerres nationales qui divisent son parti.
- De fait, le maire représente une droite républicaine ouverte et modérée, si proche de celle d'Édouard Philippe que LREM s'en serait bien servie pour les élections de 2020 ; pour Joël Bruneau, un tel scénario n'a aucun intérêt, il est suffisamment solide pour se faire réélire sans avoir autour du cou un "collier inutile".
- Bien sûr, en politique, rien n'est jamais joué. *"Mais son chemin est dégagé et seule la survenue d'un très gros problème sur le chantier du tramway pourrait le fragiliser"*. Là aussi, les pièces s'emboîtent correctement. En dépit des 3 à 4 semaines de retard provoqué par les dégradations des gilets jaunes sur le trajet, la date de mise en service sera respectée : l'inauguration du "tram" aura bien lieu début septembre. La formation des conducteurs va commencer, les premiers essais aussi, *"pour le moment, tout va bien"*.

Mon commentaire : Joël Bruneau a déjà annoncé sa candidature pour 2020. Il prépare actuellement le renouvellement de son équipe ("j'ai besoin de ténentaires et de quadras pour préparer l'avenir"), la liste des 55 sera prête à l'automne, "je présenterai alors ma stratégie de campagne".

• Le super-campus du futur.

À l'horizon 2030, la grande affaire du maire est la transformation du plateau Nord "en super-campus du futur", comparable à celui du Madrillet à Rouen. *"Entreprises, laboratoires, grandes écoles et université, tout est là, disait-il il y a un an, avec Hervé Morin, à condition de restructurer la zone pour lui donner une identité et en faire la vitrine de l'excellence scientifique et de l'innovation caennaise"*. Au bas mot, ça coûtera plus de 100 M€.

Depuis un an, les premières pièces du puzzle se sont déjà rapprochées :

- Début du travail de requalification, en boulevard urbain, de la RD.7 et début de la mutation de la zone dégradée du Mont-Coco afin de *"préparer le terrain"*. Il s'agit de structurer différemment l'espace afin de faciliter les interactions entre les entreprises, les laboratoires et les centres de formation. Dans cette perspective, sur 10 ha, d'importantes constructions de bureaux,

H. Morin soutient G. Lefrand.

Dans le cadre de sa politique “des villes reconstruites”, la Région va financer à hauteur de 1,9 M€ le projet de redynamisation du centre-ville d'Évreux, porté par la municipalité.

- Ce projet de 6,9 M€ prévoit notamment une campagne de ravalement de façades, la réhabilitation du site Notre-Dame et 8 projets de valorisation du patrimoine reconstruit dans le centre-ville.
- C'est une bonne nouvelle pour Guy Lefrand, le maire d'Évreux, une bonne nouvelle financière (les subventions de la Région sont toujours bonnes à prendre), mais aussi une bonne nouvelle politique puisqu'il obtient ici le soutien d'Hervé Morin.
- Depuis plusieurs mois, Guy Lefrand traverse en effet une passe très difficile : sa majorité s'est fracturée, son opposition s'est requinquée, son budget a été retoqué, son projet de parc Viking a été enterré, et ses déclarations polémiques aux gilets jaunes, au plus fort de la crise, ont généré de vives tensions avec Sébastien Lecornu et ses amis, et de vives tensions avec le préfet Thierry Coudert qui lui a retoqué son budget. Bref, il est apparu de plus en plus isolé.

Mon commentaire : le soutien d'Hervé Morin est donc le bienvenu. Le président de la Région n'oublie pas son vice-président même s'il est très différent de lui. Son soutien est constant depuis 2016. Rappelons que la Région a été généreuse avec la communauté d'agglomération d'Évreux Portes de Normandie en apportant près de 30 M€ à son contrat de territoire.

Marc Andreu Sabater investit.

Maire de Vire Normandie, Marc Andreu Sabater prévoit d'investir 17 M€ en 2019, c'est un peu plus que l'an dernier, avec 3 priorités :

- Le maintien et la valorisation du patrimoine : 5,8 M€
 - L'accès au sport pour tous : 5 M€
 - Et enfin le cadre de vie : 4,6 M€
- Rappelons que la ville est faiblement endettée : 270 €/habitant. Le budget sera voté le 1^{er} avril prochain.

À savoir : Vire Normandie est une commune nouvelle de 17 500 habitants, créée en 2016 par la fusion de 8 communes du bassin de Vire.

de logements et d'ateliers technologiques sont prévues dans les 10,15 et 20 ans à venir.

- Création d'EPOPEA, une association destinée à fédérer “tous ceux qui font le plateau Nord”, avec l'appui de la Communauté urbaine, du Département et de la Région. L'effet réseau est un levier de notoriété.
- Préparation de la construction, d'ici à 2022, des deux totems, comprenez “La maison des chercheurs” et “La maison de l'innovation”, qui seront les points d'appui du futur super-campus.
- Avec en toile de fond, la reconstruction du CHU (la démolition des bâtiments annexes a commencé), l'un des plus importants chantiers du pays.

Mon commentaire : Joël Bruneau a confié ce dossier stratégique à Dominique Goutte, le vice-président de Caen-la-Mer, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'économie, un scientifique de haut niveau, bien “capé”, qui dirigea notamment le GANIL.

• Caen Presqu'île... les 1^{ers} permis en 2020.

C'est le deuxième grand projet, un projet de reconquête urbaine “d'intérêt majeur” sur un périmètre de 300 ha, à cheval sur les communes de Caen, d'Hérouville-Saint-Clair et de Mondeville : 7 000 logements et 5 ha de zones d'activité sont programmés.

- Là aussi, les pièces avancent. Réalisée en novembre dernier, l'enquête publique préalable au contrat de projet d'intérêt majeur Caen Presqu'île a reçu un avis positif ; Joël Bruneau est optimiste : “les premiers permis de construire sont attendus en 2020”, 10 ans après l'ouverture du dossier.

Commentaire : pour Caen, cette opération est l'équivalent de l'écoquartier Flaubert à Rouen, l'autre grande opération d'urbanisme de la région.

• La marque “Caen Normandie”.

Le renforcement de l'attractivité est la troisième priorité. Avec la marque “Caen Normandie”, il s'agit de créer un “bruit de fond positif” pour attirer les créateurs de richesses, les cadres, les jeunes actifs, les chercheurs, les touristes ; bref, pour faire connaître une agglomération “du Grand Ouest”, toujours trop discrète.

- Joël Bruneau porte cette ambition depuis 2016 quand il avait souligné toute l'importance d'une alliance de Caen-la-Mer avec la CCI et Normandie Attractivité pour mettre en place une vraie politique de marketing territorial..

Et pendant ce temps-là...

• Le permis de construire de Siemens Gamesa.

Luc Lemonnier (Le Havre Seine Métropole) et Filippo Cimitan (Siemens Gamesa Renewable Energy) vont tenir, ce lundi 25 février, une conférence de presse de présentation du projet d'usines d'éoliennes du Havre. Ce projet entre dans sa phase de concrétisation puisque la demande de permis de construire est sur le point d'être déposée.

- Projet central dans le développement d'une filière compétitive de l'éolien en mer en France, le projet de Siemens Gamesa s'intègre également dans une stratégie industrielle européenne et mondiale dans un contexte de forte croissance de l'éolien offshore en Europe.

Commentaire : on en parle depuis plusieurs années, les enjeux sont importants en termes d'emploi, c'est le signe du renouveau industriel havrais.

• Normandie Énergies : décryptage de la PPE.

Présidée par Alban Verbecke (EDF), la filiale Normandie Énergies organisera le 12 mars, à l'ESIGELEC de Rouen, une rencontre de décryptage de la PPE, la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie. Des acteurs de toutes les énergies seront présents ; notons toutefois l'absence (étonnante) de représentants de l'éolien en mer.

JC Leteurre : le tourisme...

Président de la communauté de communes du "Pays de Falaise", Claude Leteurre met le tourisme au premier rang de ses priorités économiques. Il l'a dit lors de sa cérémonie des vœux, il l'a confirmé lors de la présentation du budget primitif de l'intercommunalité.

- Un EPIC va être créé pour mettre en ordre de bataille les acteurs du secteur, un pôle de promotion "Attractivité" va également voir le jour.

Le Pays s'organise pour le 75^e anniversaire du Débarquement.

JL Valentin : le tourisme aussi.

Le tourisme est également une priorité de la communauté d'agglomération du Cotentin. Mais, comme le reconnaît le président Jean-Louis Valentin, "tout reste à faire".

- Le nautisme, la nature et le patrimoine sont des atouts évidents. À condition d'améliorer la qualité des hébergements et le professionnalisme des acteurs de la filière, notamment pour toucher des publics plus exigeants : tourisme d'affaires, tourisme de croisière.

Geneviève Gosselin-Fleury, la vice-présidente "tourisme" de l'agglomération, est à la manœuvre.

CMB se relève.

Président de CMB (Coutances Mer et Bocage), Jacky Bidot a réussi à "remettre d'équerre" les finances de son EPCI grâce à un sévère plan d'économie de 800 000 €. Il y a un an, il lui manquait 1 M€ pour boucler son budget.

- Aujourd'hui, la situation est assainie, il a retrouvé des marges de manœuvre pour investir : plus de 8 M€ cette année, avec un emprunt de 2,5 M€ pour financer les projets.

CMB vient aussi de signer son contrat de territoire avec la Région et le Département de la Manche : 22 projets ont été retenus pour un montant total de 26,2 M€ ; 3,3 M€ sont apportés par la Région et 3,1 M€ par le CD.50.

Saint-Malo regarde le Mont.

70 M€ vont être investis dans la modernisation du port de Saint-Malo par la Région Bretagne. Il s'agira notamment de développer le tourisme de croisière attiré par la proximité du Mont-Saint-Michel.

- Il faut toutefois constater que les actions engagées sont encore trop timides, ponctuelles et dispersées et qu'elles n'ont pas toujours la puissance nécessaire pour faire évoluer - durablement - le regard des publics ciblés.

- Par exemple, la troisième édition de "Caen cause normand" va se tenir, ce mardi 26 février au Mémorial. Cette année, ce sont les jeunes talents qui seront mis à l'honneur, "ceux et celles qui bâtissent l'avenir". C'est bien, oui, mais après ?

- Autre exemple, il y a quelques mois, pour gagner en notoriété et séduire les cadres parisiens, l'agglomération et le département avaient lancé l'opération "Caen-Calvados, votre nouveau défi" à la Défense. Des animations-découvertes avaient été organisées pendant 8 jours sous un chapiteau : résultat 5 000 visiteurs. C'est bien, oui, mais après ?

- Franck Guegueniat, le vice-président "Marketing territorial" de la Communauté, reconnaît que les résultats sont difficiles à quantifier et qu'il faut agir dans la durée. Avec Joël Bruneau, il est toutefois convaincu que la bataille de la notoriété mérite d'être menée ; Nantes l'a gagnée, c'est une référence dont il faut s'inspirer, il faut s'en donner les moyens aussi.

Mon commentaire : quand il parle d'avenir, Joël Bruneau est ambitieux : "je veux faire de Caen-la-Mer, le territoire le plus dynamique de la Normandie". Depuis 2014, les avancées sont visibles. Avec l'inauguration du tramway, le passé sera soldé ; une nouvelle page va s'ouvrir ; le maire a toujours dit qu'il ne ferait que deux mandats ; s'il est réélu, il restera aux affaires jusqu'en 2026 : aura-t-il assez de temps pour écrire l'histoire qu'il veut écrire ?

Après les élections.

Le renouveau des chambres d'agriculture s'amplifie.

Après les élections de janvier, les nouvelles gouvernances des cinq chambres départementales d'agriculture de Normandie sont en train de s'installer. L'Orne vient d'ouvrir le bal, le Calvados va se réunir cette semaine, les trois autres suivront début mars.

• Qui seront les présidents ?

Le suspens n'est pas insupportable et, sauf surprise de dernière minute, on peut faire le pari que deux "anciens" seront reconduits et que trois "nouveaux" vont arriver.

► Les reconduits :

- Dans l'Orne, Jean-Louis Belloche vient d'être réélu.

Et pendant ce temps-là...

• Alençon : et si Joaquim Pueyo revenait ?

À un an des municipales, les relations restent compliquées entre Ahamado Dibo, président de la communauté urbaine d'Alençon (CUA) et Emmanuel Darcissac, le maire de la ville-centre. Les deux hommes, on le sait, se sont déjà opposés sur l'organisation de leurs équipes respectives, la répartition des logements sociaux, et les pôles de santé.

- Dans ce contexte, Emmanuel Darcissac aimerait que 2019 soit une année d'entente cordiale. Effectivement, Alençon ne peut pas s'offrir le luxe d'un jeu "perdant/perdant" avec la communauté urbaine.

Le député "Nouvelle Gauche", Joaquim Pueyo pourrait jouer le monsieur bons offices. Celui qui fut maire de la ville et président de la CUA, entre 2008 et 2017, cherche le consensus. Même s'il appuie ouvertement les initiatives d'Ahamada Dibo, par exemple la défense de la ligne ferroviaire Caen-Tours, il plaide pour une action positive et concertée des deux collectivités emboîtées. À 68 ans, il se présente comme un sage.

Question : comme beaucoup d'anciens députés-maires, Joaquim Pueyo songerait-il à se représenter en 2020 pour retrouver le terrain ? On peut le penser. Il fera connaître ses intentions avant la fin de l'année ; si c'est la cas, il n'est pas sûr qu'Emmanuel Darcissac apprécie.

Le ticket Morin/Lévy.

Le président de la Région et le PDG d'EDF vont une nouvelle fois se retrouver, le 28 janvier à Caen, à l'occasion de la "JANN 2019", la Journée d'Affaires du Nucléaire Normand organisée par la filière Normandie Énergies.

- Au centre de leur conversation, le projet de construction d'un nouveau réacteur EPR en France. Pour Hervé Morin, Penly est le site le mieux adapté, son avis est partagé par les principaux élus du "Grand Dieppe", il renouvellera la candidature de la Normandie auprès de Jean-Bernard Lévy, en lui rappelant l'importance des relations qui unissent EDF à son territoire depuis plus de 40 ans.

L'affaire n'est pas gagnée. Xavier Bertrand est lui-même "monté à Paris" pour défendre la candidature des Hauts de France ; Hervé Morin mettra sûrement en avant sa capacité à peser sur les décisions du gouvernement, grâce à sa présidence de Régions de France, pour conforter son ticket avec Jean-Bernard Lévy.

Rappel : la filière nucléaire normande pèse 1 Md€ par an et représente plus de dix mille emplois. 350 entreprises sont attendues à la JANN.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

- Dans la Manche, Pascal Ferey le sera le 4 mars.

► Les nouveaux :

- Dans le Calvados, Jean Yves Heurtin succédera à Michel Legrand, le 27 février. Il est issu de la FNSEA qui a repris la chambre à la Coordination rurale.

- Dans l'Eure, Gilles Lievens succédera à Jean-Pierre Delaporte le 7 mars.

- En Seine-Maritime, Laurence Sellos succédera à Sébastien Windsor, le 8 mars.

• Le rendez-vous de la CRAN.

Les élus des chambres départementales se retrouveront le 11 mars à Rouen, pour procéder à l'installation de la CRAN, la chambre régionale, en présence de la préfète de Région.

- Sébastien Windsor est le grand favori. Il succédera à Daniel Genissel qui a fait deux mandats depuis 2007.

Mon commentaire : Sébastien Windsor est l'un des représentants les plus actifs du monde agricole normand. Il est résolument tourné vers l'avenir. Depuis 2 ans, il a fortement participé au projet "Cap Normandie" qui réorganise le réseau des chambres. Il est partisan d'une participation accrue (et différente) des agriculteurs dans le débat public régional ; il pense conseil, ingénierie, innovation, nouveau modèle économique ; son arrivée à la tête de la CRAN sera assurément le début d'une nouvelle aventure, d'un nouveau positionnement dont la Chronique rendra compte dans les semaines à venir.

Parc éolien du Tréport.

La signature des autorisations en attendant les recours.

La préfète de la Seine-Maritime, Fabienne Buccio, va signer ce lundi 25 février, les arrêtés d'autorisation du parc éolien du Tréport. Dans la foulée, ils seront publiés au Recueil des Actes Administratifs.

- C'est une bonne nouvelle pour ENGIE et ses partenaires ; ces arrêtés font suite aux résultats favorables des 3 enquêtes publiques menées fin 2018, la première sur le parc, la seconde sur le raccordement de RTE, la troisième sur la base de maintenance de Dieppe. Une nouvelle étape peut s'ouvrir : bouclage du tour de table, négociations avec les fournisseurs.

Mon commentaire : naturellement, les opposants vont réagir en multipliant les recours ; c'est l'ouverture d'une nouvelle bataille qui va durer de longs mois, à Fécamp et Courseulles, la levée des recours a demandé 2 ans.

Et pendant ce temps-là...

• Isigny : 5 M€ dans une unité de méthanisation.

Soutenue par la Région qui lui accorde une subvention de 1,5 M€, la société Énergie Digard de Carentan-les-Marais (50) va investir 5 M€ dans une unité de méthanisation agricole à Isigny-sur-Mer (14). Les travaux vont commencer mi-2019, la mise en service est prévue à l'été 2020. Le biométhane sera injecté dans le réseau GRDF.

À savoir : Énergie Digard est une SAS créée par Benjamin Digard, en mai 2018. 17 000 tonnes de matière organique d'origine agricole seront traitées par la nouvelle unité, elles seront collectées dans un rayon de 8 km autour du site.

• Cherbourg : le rendez-vous de Naval Group.

Le groupe français organise le 29 mars à Cherbourg, un job dating pour recruter 300 professionnels dans tous les domaines de l'industrie navale de défense et des énergies renouvelables. À ne pas rater !

• Convention NAE/ministère des Armées.

Philippe Eudeline intensifie le dialogue entre les entreprises de la filière NAE avec les représentants de la défense. Il vient de signer une convention de partenariat avec le ministère des Armées, représenté par le colonel Francis Chanson. Objectif : mieux se connaître pour mieux travailler ensemble.